

**Compte rendu du rapport annuel du Fonds Monétaire International pour la région MOANAP présenté par Mme Giorgia Albertin Représentante Résidente pour la Tunisie (Tunis le 08/12/14)**

## **Perspectives économiques régionales du Moyen Orient et de l’Afrique du Nord**

### **Contexte international**

La situation économique qui prévaut à l’échelle mondiale est marquée par une lenteur de la croissance dans les pays émergents et une stagnation séculaire ou une faible croissance dans les pays avancés. Les risques géopolitiques, les conflits régionaux (Moyen-Orient, Russie-Ukraine), ont une incidence directe et/ou indirecte sur les économies des pays, la volatilité des marchés financiers, les perturbations des échanges extérieurs, la politique monétaire.

La reprise économique mondiale se poursuit de façon inégale, elle est lente pour certains pays ; pour d’autres le trend baissier se poursuit, d’autant plus que de nos jours la croissance est de moins en moins génératrice d’emplois et que par conséquent le chômage a tendance à persister.

L’analyse économique, les perspectives et les problématiques régionales présentées dans le rapport du FMI ont été réalisées sur la base de la séparation de la région étudiée **en pays importateurs de pétrole et pays exportateurs de pétrole**.

La Tunisie a été classée parmi les pays importateurs de pétrole, elle est considérée comme étant en transition. C’est un pays qui a connu des moments historiques ayant fortement impacté sa conjoncture économique. Elle est appelée au même titre que les autres pays de la région étudiée (**région MOANAP: Moyen Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan**), à faire face à des **défis inédits** sur le **plan international** à savoir:

-des menaces sécuritaires,

-le basculement du monde entier vers une stagnation de la croissance économique.

### **Contexte national**

Au cours des trois dernières années, la Tunisie a vu ses indicateurs économiques se dégrader suite aux turbulences enregistrées dans plusieurs domaines (politique, sécuritaire, emploi, social, touristique..). Néanmoins, en 2014, la situation économique s’est relativement stabilisée, les

déséquilibres macro économiques ont été réduits mais la croissance est restée timide et les investissements n'ont pas évolué à la cadence voulue. Les **défis qui attendent la Tunisie sur le plan national** sont :

- la poursuite de la stabilité des grands équilibres macro économiques
- le défi de relever la croissance par **les investissements et les exportations**.

### **Les principaux résultats du rapport concernant la Tunisie**

Malgré un contexte économique **national et international** difficile, et à l'exception de l'année 2011 (-2%), la croissance bien que faible a été positive au cours des trois dernières années (entre 2% et 3%). Cette reprise bien que modérée a été **tirée par la consommation** ; elle reste toutefois fragile car même si les déséquilibres extérieurs se sont améliorés, **les déficits sont demeurés élevés et les marges de manœuvre sont restées limitées**.

Prise au sein de la région MOANAP, la situation économique de la Tunisie étudiée à travers ses indicateurs se présente comme suit :

-Durant la période 2000-2014, le déficit budgétaire a atteint son niveau le plus élevé en 2013 où il a dépassé 6% PIB. En 2014, ce déficit a été en deçà de 5% en raison d'une meilleure maîtrise des dépenses publiques et surtout d'une réduction des subventions. Pour 2015 l'on s'attend à un rebond du déficit budgétaire avec plus de 6% du PIB suite à des dépenses exceptionnelles programmées pour cette année (déblocage de fonds pour la recapitalisation des banques publiques).

-L'année 2014 devrait s'achever sur un taux de croissance de 2.4%. Pour 2015, le taux de croissance prévisionnel dépasserait probablement les 3%,

-En 2011 le taux de chômage a été de l'ordre de 19%, après le recrutement massif dans la fonction publique ce taux baissé à moins de 16%. Néanmoins, le nombre de chômeurs parmi les diplômés est resté de l'ordre de 30%.

-Les réserves en devises se sont graduellement redressées au cours des trois dernières années, elles devraient légèrement s'améliorer en 2015 **soit 4 à 5 mois d'importation** contre 3 à 4 mois d'importation en 2013 et 2014. Ailleurs dans la région MOANAP, en 2014 ces réserves sont évaluées à plus de 5 mois en Jordanie et au Liban de 3 à 5 mois d'importation au Maroc et à moins de 3 mois en Egypte et au Pakistan.

-La **dette publique** se situe à un niveau jugé soutenable entre **40 et 60% du PIB** en 2014 contre 60% à 80% du PIB au Maroc et au Pakistan et plus de 80% du PIB en Egypte, en Jordanie et au Liban.

Par ailleurs sur la base d'un taux de change du dollar constant, la baisse de près de 35% des cours du pétrole est selon Mme la représentante du FMI de nature à réduire les déficits budgétaire et extérieur des pays importateurs de l'or noir. Cette amélioration resterait valable même en cas d'une hausse du dollar. L'impact d'une baisse des prix du pétrole en 2015 permet d'envisager deux scénarios prévisibles pour les pays importateurs:

## Impact d'une baisse du prix du pétrole en 2015 de 10 dollars US par rapport au scénario de base : Cas de la Tunisie

		Scénario de référence	Scénario alternatif
Croissance (en%)		3	2,9
Inflation (en %)		5	5
Compte courant (en % du PIB)		-6,4	-6,2
Déficit global (en % du PIB)		-6,2	-5,7
	Subventions énergétiques	2	1,3
	Impôts sur les sociétés pétrolières et autres revenus	2,2	2
Réserves brutes à fin 2015 (en Md de dollars US)		10,1	10,2

Concernant les **subventions** il faudrait selon le rapport passer d'un système **généralisé** à un système qui **cible** les couches les plus défavorisées de la population et la classe moyenne dont la survie en dépend. Cette réforme doit se faire **progressivement, les subventions étant d'abord un facteur de stabilité dans les pays émergents.**

## Conclusion

En Tunisie les équilibres macro économiques s'améliorent mais les **défis continuent**. Les perspectives de croissance à moyen terme sont encore faibles pour permettre des gains importants en termes d'emploi et de niveau de vie. **La mise en place de réformes structurelles s'impose**. Ces réformes structurelles sont cruciales pour générer un climat favorable aux affaires et sortir le pays du 40<sup>e</sup> centile inférieur. **Ces réformes devraient se faire graduellement** et concerner plusieurs domaines dont **le marché du travail, l'infrastructure, la bureaucratie, le commerce, les finances, les subventions**. Les réformes des subventions permettraient de réduire les déficits budgétaires et d'épargner un point de PIB en moyenne en 2014-2015. **Il faudrait aussi augmenter les investissements et mobiliser plus de recettes notamment en supprimant l'économie informelle**. **L'appel est ainsi lancé pour poursuivre les politiques d'ajustement budgétaire entamées. Les gains générés devraient profiter équitablement à toutes les régions.**